

UN NOUVEL AN MILITANT

De son exil mexicain, où il côtoyait d'autres jeunes exilés dont Ernesto Guevara, Fidel Castro et l'Uruguayen Raul Sendic (fondateur du mouvement Tupamaros), le poète péruvien Juan Gonzalo Rose écrivit ce poème une nuit de réveillon des années 50.

AÑO NUEVO

Año nuevo en la sangre de los asesinados.
Año nuevo en la sala de torturas
Y en el ojo del hombre prisionero
Donde un tiempo sin sol hace su nido.

Año nuevo en la mesa del tirano
Y en la percha vacía del destierro
Año nuevo en la madre y en el hijo
Separados tan solo por una rejas.

No tienen año nuevo los pueblos como el mío;
Será Nuevo el paisaje,
Pero es la misma ausencia.
Será nuevo el pañuelo
Pero es la misma lágrima
Será nueva mortaja
Pero es la misma muerte.

Feliz año dolor
Rabia del pueblo
Odio del justo,
Cólera del santo.

Feliz año fúsil :
Enseñame a cantar los años nuevos.

Juan Gonzalo ROSE
México DF, 1953

NOUVEL AN

Nouvel an dans le sang des assassinés.
Nouvel an dans les salles de tortures et dans l'œil du prisonnier où un temps sans soleil fait son nid.

Nouvel an sur la table du tyran et sur le portemanteau vide de l'exilé.

Nouvel an chez la mère et son fils séparés seulement par quelques verrous.

Ils n'ont pas de nouvel an les peuples comme le mien ;

Le paysage est peut-être nouveau, mais c'est la même absence.

Le mouchoir est peut-être neuf, mais c'est la même larme.

Le linceul est peut-être renouvelé, mais c'est la même mort.

Bonne année, douleur ;
rage du peuple,
haine du juste,
colère du saint.

Bonne année, fusil :
apprends-moi à chanter les ans nouveaux.

Mexique, DF, 1957
(traduction libre de Pablo Rodríguez)

A nos abonnés, à nos lecteurs, à nos amis

A l'occasion de la sortie de ce troisième numéro nous voudrions tout d'abord vous remercier de votre accueil généreux et compréhensif. Assurer la réparation d'un journal après une quinzaine d'années de silence et avec des moyens fort modestes n'est pas une tâche facile. Cette réalité s'est reflétée par des carences dans la diffusion, des retards dans la distribution des abonnements et dans les échéances mêmes de publication. Pour tout cela, recevez nos sincères excuses et, surtout, notre engagement d'améliorer nos prestations.

C'est aussi l'occasion de vous souhaiter, à vous et à vos proches, d'heureuses fêtes de fin d'année avant de renouer avec nos batailles de toujours.

Le collectif de rédaction

Mensuel du Parti Communiste

Editeur responsable : Pierre Beauvois
Adresse : 9, rue Ruppe - 1000 Bruxelles
02/503.35.80

Adresse électronique : dr@belgi.net

Prix au numéro : 1 euro

Abonnement annuel : 12 euros

Abonnement de soutien : 25 et 50 euros
chômeurs, étudiants : 8 euros

ING: 310-1877676-36

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

le drapeau rouge

Mensuel du Parti Communiste fondé par Joseph Jacquemotte en 1920 - 84^{ème} année - N°3 - décembre 2004

Editorial

Et voici, pour clôturer l'année, un troisième numéro du Drapeau Rouge depuis sa réparation entamée à la fin de l'été dernier. Nous espérons que, comme les deux précédents, il suscitera votre intérêt et le désir de le diffuser auprès de vos proches. Le nombre croissant d'abonnés et de lecteurs nous encourage à persévérer et à pallier à nos insuffisances, à mieux assurer une parution régulière et une diffusion rapide. Tant sur le plan graphique que sur le fond, nous tâchons de tenir compte des suggestions et des critiques émises et de faire de ce DR un outil de réflexion et un espace de débat ouvert à tous les progressistes. Comme dans les numéros précédents, nous donnons la parole aux membres du PC, aux sympathisants « extérieurs » ou tout simplement à des amis ayant des textes intéressants à communiquer, dans le but d'apporter un autre éclairage sur les luttes et les grands enjeux actuels, en Belgique et à l'étranger.

Ce mois-ci, nous avons consacré nos colonnes aux luttes à AGC Automotives et à Durobor, à des appels au sauvetage des pensions et de la SNCB, à la suite de la réflexion de Pierre Beauvois sur les secteurs des transports et de l'énergie. Côté internatio-

nal, voici une critique du pacifisme de façade de la « vieille » Europe, une présentation du *Frente Amplio* qui vient d'accéder au pouvoir en Uruguay, les interrogations de Maurice Magis sur la Palestine sans Arafat, un rappel du triste sort de cinq prisonniers politiques cubains aux Etats-Unis, et un long article de Jean-Marie Chauvier sur les événements d'Ukraine, nouveau pays en train de tomber dans l'escarcelle de

l'Occident à la faveur d'élections agrémentées de techniques de coup d'état. Côté culturel, vous irez au théâtre avec Stéphane Mansy et ses *Cartables déchirés*, et aurez quelques pensées de saison en vous imprégnant du poème du Péruvien Juan Gonzalo Rose : *Nouvel An*.

Bonne lecture. Bonne fin d'année. Rendez-vous en 2005 !

Sommaire

**AGC AUTOMOTIVE :
LICENCIEMENTS ?
RIPOSTE !**
Luc et Banlieue Rouge
...page 2

**TRAVAILLEURS
EN ACTION CHEZ
DUROBOR SOIGNIES**
Sandro BAGUET
...page 3

**PETROLE,
MOBILITE ET PROFITS
FINANCIERS**
Pierre BEAUVOIS
...pages 4 et 5

**PÉTITION CONTRE LA
FLAMBÉE DES PRIX
PÉTROLIERS**
...page 6

**ATTAQUE
GENERALISEE
CONTRE
LES PENSIONS**
Guy BALES
...page 7

**ELIO ARRONDIT
SES FINS DE MOIS**
Pierre EYBEN
...page 7

**LA MORT
PROGRAMMÉE
DE LA SNCB**
Jean-Pierre MICHIELS
...page 8

**CINQ CUBAINS,
PRISONNIERS
POLITIQUES...
AUX USA**
Katrien DEMUYNCK
...page 9

BREVES
...pages 9, 13, 15 et 17

**UKRAINE : L'HEURE
DU COMPROMIS ?**
Jean Marie CHAUVIER
...pages 10 et 11

**APRÈS LA MORT
D'ARAFAT
ET MAINTENANT ?**
Maurice MAGIS
...page 13

**IRAK : MÉFIEZ-VOUS
DE L'EUROPE**
John BROWN
...pages 14 et 15

**URUGUAY :
UNE VICTOIRE
PROGRESSISTE**
Jorge MAGASICH
...pages 16 et 17

**THEATRE
LES CARTABLES
LACERES**
Sandro BAGUET
...pages 18 et 19

**POÈME DE JUAN
GONZALO ROSE**
...page 20

**MOT DU COLLECTIF
DE REDACTION DU DR**
...page 20

le drapeau rouge

Coup de gueule

AGC AUTOMOTIVE : Licenciements ? Riposte !

Début décembre, la direction d'AGC Automotive est empêchée de quitter les bureaux de la société à Fleurus, après avoir détaillé son plan de restructuration. La direction vient d'annoncer la suppression de 284 emplois.

L'entreprise, anciennement Splintex (en 2000, les travailleurs de Splintex avaient déjà connu une première restructuration qui avait entraîné la perte de plus de 300 emplois), occupe actuellement 840 personnes sur son site de Fleurus et est spécialisée dans la production de verre pour automobiles. La direction a fait valoir que l'usine de Fleurus était confrontée à un manque de rentabilité qui se traduit par des pertes récurrentes depuis cinq ans.

Le site va donc être réorienté en deux usines distinctes spécialisées en verre feuilleté d'une part et en verre trempé de l'autre. La direction a également annoncé l'arrêt d'un four de production ainsi qu'une nouvelle organisation du travail, avec passage de trois à cinq équipes et un recentrage sur le métier de base avec recours à la sous-traitance. Après cette annonce, les syndicats ont fait remarquer que la procédure Renault n'avait pas été respectée par la direction, les organisations syndicales n'ayant pas eu l'occasion de présenter des contre-propositions. Un courrier a en effet déjà été envoyé aux travailleurs concernés, chiffrant les mesures prises...

Les membres de la direction locale et de la direction du groupe qui se trouvaient sur place ont été empêchés de quitter leurs bureaux. Usine occupée et à l'arrêt. Le ministre wallon de l'Economie et de l'Emploi, Jean-Claude Marcourt (PS), est intervenu pour jouer les médiateurs. Discours paternaliste et très « église au milieu du village ». Reprendre le dialogue, clame-t-il ! Quel dialogue ? Le dialogue pour la direction... c'est virer près de 300 travailleurs !

« Nous sommes dans un pays de concertation sociale », qu'ils disaient...

« *L'entreprise a multiplié les mauvais investissements, commettant erreur sur erreur. De plus, Nous avons été considérés comme des cobayes. En effet, un prototype de four a été testé chez nous et lorsque son efficacité a été prouvée, deux de ces fours ont été installés en Tchéquie et nous restons avec un prototype qui ne tourne pas correctement* », explique Giuseppe Bordenga, délégué FGTB, dans un communiqué de presse de la Centrale Générale.

Grave aussi est la façon dont certains médias (radios et/ou TV) transmettent l'information sur ce genre d'actions des travailleurs. Entendu : prise d'otages, séquestrations, action criminelle, etc. Alors qu'il s'agit d'une action venant de la base, des travailleurs eux-mêmes, qui se rendent compte qu'on les mène une fois de plus en bateau, non pas au nom de la productivité, mais au nom de la

sacro-sainte mythologie capitaliste de la rentabilité. On évacue donc une partie de l'usine, en attendant de faire suivre progressivement le reste au fil des prochaines années. Pendant qu'on rebâtit une usine dans un autre pays à « bas salaires », où il est plus facile d'exploiter nos camarades travailleurs, en leur payant des salaires de misère (4 à 8 euros/jour) et en faisant travailler des enfants. La multinationale AGC possède des usines du même type que celle de Fleurus partout dans le monde et dans trois autres pays européens, l'Italie, la France et la Tchéquie.

D'autre part, on entend des responsables de nos syndicats, de plus en plus réformistes, affirmer que ce genre de méthodes est à éviter, parce qu'il faut avant tout favoriser le compromis et le dialogue ! Ce sont les mêmes sans doute qui iront trouver les enfants des travailleurs et travailleuses d'AGC à la St Nicolas et à la Noël, pour leur expliquer ce que papa ou maman a reçu comme cadeau de fin d'année... ?



ATRE LES LACERES

atre autres, par le dramaturge Jean Loue 60 – 61, le Studio Théâtre de La Louvrois nouvelles créations : Ces voix qui farce du sous-marin de J. Louvet et la lacérés. Diable ! Que celle-ci est forte ! lienne principale, Valérie Watillon, est vivre. Belle dans sa rébellion. Terrible- son mal-être. Destabilisante et inquié- natique de Wallonie de Bracquegnies ! théphane et Valérie. ...



crise existentielle. Enfin, la manière qu'elle utilise semble discutable mais, dans le contexte géopolitique mondial, elle est en phase avec ce qui se passe aux quatre coins du monde.

Aujourd'hui, ce sont les fondamentalistes islamistes qui parlent aux fondamentalistes évangéliques de la Maison Blanche, c'est la branche armée du Hamas qui parlent aux ultra orthodoxes israéliens, ce sont les kamikazes tchéchènes qui parlent aux mercenaires russes envoyés par ce guerrier de Poutine (pour info, j'avais terminé d'écrire la pièce avant les événements indicibles de l'école maternelle de Beslan en Ingouchie).

Et ici, pour se faire entendre, il

faut utiliser des moyens ultra radicaux car les syndicats se sont embourgeoisés et sont devenus corporatistes ; ils ne sont plus en phase avec les graves problèmes que vivent les gens (et ne parlons pas des partis politiques). Les travailleurs et les gens qui souffrent se sentent seuls, démunis, oubliés, abandonnés, écrasés par la logique économique et il ne faudrait pas s'étonner que le scénario de ma pièce arrive un jour... Mais ce cri d'alarme va-t-il être pris en considération par les responsables politiques ? J'espère, ou sinon le pire est à venir...

DR : Valérie, un texte dur, une grande interprétation. Cela t'a demandé un gros travail ?

Valérie Watillon : En effet, l'interprétation du rôle de Léa dans la pièce de Stéphane Mansy, *Les cartables lacérés*, demande un travail important de préparation pour moi, mais également, pour toute la troupe du Studio Théâtre de La Louvière. Elle représente un travail collectif d'une année. Aussi, l'aboutissement de cette pièce et la perception du public sont pour nous une grande récompense.

DR : Te sens-tu proche de Léa, ton personnage ?

Valérie Watillon : Les sentiments que Léa encaisse, je les appréhende aussi. Il ne m'est jamais venu à l'idée de vouloir me faire exploser avec une bombe artisanale, bien sûr. Mais néanmoins, comme chaque individu, je perçois le malaise, sans cesse croissant, de cette société. Le personnage que je présente est au bord de la rupture et veut faire passer le message de son désarroi. Beaucoup de gens sont au "bord de gouffre" et pourraient faire "se soulever la contre-nature pour renverser les constructions humaines". La manière de se faire entendre est, bien entendu, discutable mais les décideurs essaient-ils de dialoguer avec ces personnes affaiblies, afin de les comprendre et de trouver des solutions à leurs angoisses ?

Mon envie, lorsque je suis Léa, est de sensibiliser le spectateur. S'exprimer avant qu'il ne soit trop tard. Ne partez pas à la dérive et agissez

en collectivité afin de démontrer aux dirigeants que la société va mal.

Aujourd'hui, les gouvernants se donnent de plus en plus de pouvoir pour jouir de leur emprise et laissent aux oubliettes les vrais acteurs de la Communauté, c'est-à-dire nous tous.

L'atmosphère se déroule dans le milieu de l'enseignement qui aujourd'hui "prend l'eau". Je ne suis pas enseignante. Au départ, j'avais la crainte de ne pouvoir renvoyer à la salle un personnage qui s'anime dans un décor que je ne côtoie pas. Ensuite, avec le temps, j'ai découvert que cette histoire, peut s'articuler dans tout cadre de vie. Assez bien de professeurs sont venus découvrir cette création et beaucoup d'entre eux ont souligné la justesse du personnage. C'est, encore une fois, un bel encouragement d'avoir pu dégager une Léa "authentique". Enfin, je tiens à remercier Stéphane Mansy, d'avoir écrit ce texte porteur et sa confiance en ma perception de Léa. J'aime jouer et lorsque la passion peut, même de manière infime, sensibiliser le monde; j'y adhère avec ardeur !

DR : Stéphane, ce n'est pas ta première tentative d'écriture ...

Stéphane Mansy : L'atelier d'écriture du Studio Théâtre existe depuis 1997 suite à la demande de plusieurs comédiens de s'essayer à l'écriture théâtrale. Pour ma part, il s'agit de ma troisième pièce, la première, *Espèce d'Idylle*, parlait déjà d'un "no man's land" où trois personnages atypiques ont préféré vivre dans la marginalisation qu'enfermés dans la spirale sociale. La deuxième, *L'intrusion*, (Editions du Cerisier comme *Les cartables lacérés*) traitait du cyber-anarchisme comme procédé réactionnaire face au capitalisme aveugle. Une quatrième pièce est en chantier...

Propos recueillis par Sandro Baguet

Infos sur représentations des Cartables lacérés : 0495 25 61 81 ou www.studio-heatre.be.tf

Le Drapeau Rouge : D'où viennent l'envie et l'idée des Cartables lacérés ?

Stéphane Mansy : Travaillant depuis presque dix ans dans les quartiers fragilisés socio-économiquement de l'entité louviéroise, je me sentais encore trop proche de cette réalité pour directement en parler.

Voilà pourquoi, j'ai préféré placer le contexte central de ma pièce au sein d'un établissement scolaire, afin d'avoir le recul nécessaire pour mieux expliquer, au travers des différents personnages et de l'intrigue dramaturgique, le malaise actuel. Cette jeune prof de 28 ans, qui s'enferme dans sa classe avec une bombe artisanale et qui menace de se faire exploser pour témoigner son extrême solitude, aurait pu être éducatrice, assistante sociale, contrôleuse de train, chauffeur de bus, policière, infirmière... Mon propos s'articule surtout sur la détresse des travailleurs du service public, en général, qui sont de moins en moins considérés par un système libéral, uniquement axé sur la rentabilité et la compétition. Comment imaginer transposer une idéologie capitaliste au travailleur du non-marchand ? Il faut vraiment n'avoir jamais œuvré avec l'humain pour ne pas se rendre compte que la temporalité est relative selon les objectifs préalablement fixés avec le public cible. Les moyens structurels et humains sont dérisoires. La qualité du matériel pédagogique et des locaux est désastreuse. Les salaires sont ridicules par rapport au stress provoqué par cette pression constante. La déconsidération de l'enseignant, de l'institution scolaire et du travailleur est de plus en plus grande. Les jeunes, totalement immergés dans l'individualisme et dans la consommation, ne se rendent même plus compte qu'ils sont complètement téléguidés par la marchandisation. L'urgence de ma pièce se polarise là; cette société est actuelle-

ment sans issue.

Les jeunes n'y croient plus et ils projettent leur haine du système sur ceux qui les entourent. La place de la famille est obsolète, les encadrants pédagogiques et les agents du service public sont pris pour cible, alors comment ne pas péter les plombs dans cette contextualisation chaotique ? Le politique n'arrête pas de raboter les budgets à destination des services publics, surtout pour l'enseignement et le secteur non-marchand. Comment veulent-ils alors que les problèmes se résolvent ? L'histoire de ma pièce se situe dans l'enseignement professionnel et technique parce que c'est là que les dégâts paraissent les plus importants. Ces fameuses "écoles poubelles" sont, pour moi, l'antichambre de la déshumanisation mortifère. L'enseignement est, normalement, la base de la construction identitaire d'un jeune, c'est pendant ce cursus qu'il développe ses capacités intellectuelles et qu'il se socialise. C'est là aussi qu'il matérialise une formation dirigée vers une profession choisie antérieurement. La réalité est tout autre, la plupart des élèves se voient déjà dans la file du bureau de chômage ou au CPAS. Quelles perspectives la société offre-t-elle à ces jeunes ? Qui des politiques va vraiment défendre, avec force et opiniâtreté, la cause des enseignants et des travailleurs du service public ? Quand va-t-on vraiment prendre des mesures sociales valables pour améliorer ce secteur fondamental ? Quand va-t-on se rendre compte de la dégradation de la santé mentale chez les travailleurs aux abois ?

DR : C'est un état des lieux très dur.

Stéphane Mansy : Personnellement – et le propos de ma pièce en témoigne – je crois que nous sommes dans une situation des plus tragiques. Sans matérialiser un misérabilisme facile et poujadiste, il est grand temps que les responsables du pouvoir ouvrent les yeux sur l'hémorragie grandissante du secteur non-marchand.

Dans ma pièce, je relate également un danger encore plus important qui se profile à l'horizon : l'Ac-

THEA LES CARTABLES

Héritier du Théâtre Prolétarien, créé, en vet, au lendemain de la grande grève d'vière présentait, en novembre dernier, montent en moi... de Frank Livin, La pièce de Stéphane Mansy Les cartables Intelligente et provocatrice ! La comédie bouleversante. Tragique dans son mal-ment vraie dans ses gestes, son texte et tante ! J'ai vu le talent au Centre Dram. Petit entretien avec S.



cord Général du Commerce des Services (AGCS) imaginé par ces crapuleux capitalistes sans scrupules de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Il faut empêcher cette odieuse perspective de s'opérer, sans quoi la situation désastreuse actuelle ne sera en rien comparable à ce que nous allons vivre demain ! Et ce n'est pas cette fameuse constitution européenne ultra-libérale qui va arranger les choses. La paupérisation ne va pas aller en reculant, la précarisation des bas statuts va s'accélérer et les dégâts sociaux, dans l'enseignement et ailleurs, vont malheureusement s'accroître pour devenir ingérables... Cette jeune prof au bord du gouffre, c'est ça qu'elle dit dans sa



TRAVAILLEURS EN ACTION CHEZ DUROBOR SOIGNIES



Un lundi frisquet de fin novembre. Action et pression syndicales chez Durobor à Soignies. L'usine verrière va mal. Les militants-e-s syndicaux reçoivent une délégation de la Région wallonne, actionnaire de l'entreprise. Enjeu : 54 licenciements et 12,7 % de perte de salaire. Mais aussi la pérennité de l'entreprise.

« Faire des efforts, diminuer les salaires, c'est facile à dire. Mais pour quels résultats ? On paie les pots cassés alors que ça fait des années qu'on rame. Les fautifs, ce sont les dirigeants successifs de Durobor », me lance un ouvrier, la quarantaine bien sonnée.

Un militant CSC enchaîne : « Tu sais qu'ils font venir des verres fabriqués dans d'autres pays ? C'est incroyable. Ça fait des années qu'ils ne modernisent plus l'outil de travail. Aucun ou peu d'investissements dans les machines. Les travailleurs sont démotivés. Résignés. Quel avenir ? On a changé 4 fois d'administrateurs en quatre ans ».

Un ancien délégué me glisse à l'oreille : « Et dire que l'on a critiqué le Parti communiste lorsqu'il refusait les 178 licenciements de 1997 et qu'il dénonçait l'achat par Durobor d'une société anglaise. Fiasco ce truc. Quel merdier maintenant ! »

A l'époque, le Parti communiste constatait que Durobor avait emprunté plus de 300 millions à une filiale financière défiscalisée de la SRIW (Société régionale publique d'investissements wallonne) pour racheter l'usine anglaise de Ravenshead, y délocaliser certaines productions et payer des intérêts d'emprunt n'arrangeant pas la situation financière du siège de Soignies. En résumé, l'Exécutif wallon et la SRIW faisaient payer par les travailleurs wallons une délocalisation en Angleterre, laquelle ne profitait fort probablement pas plus aux travailleurs anglais.

Que d'argent gaspillé au lieu d'assurer l'avenir des travailleuses et travailleurs en maintenant un outil de travail à Soignies. L'argent public doit servir à diversifier la production, à favoriser la recherche et la formation. Le savoir-faire de Durobor peut s'exporter !

Entouré des permanents M. Morais et J-Ph. Piton (Setca et Centrale Générale), le délégué principal FGTB prend la parole :

« Cela fait des années qu'on tire la sonnette d'alarme. Et comme réponse, nous allons de nouveau connaître un drame social. Et on nous traitera encore de gréviculteurs ! Rien n'a été fait dans la recherche et le secteur vente. Notre outil est obsolète et vétuste. A qui la faute ? Il n'existe ni plan industriel garantissant l'avenir, ni volonté claire de repositionner l'entreprise sur le marché du verre par le biais de nouveaux investissements ».

Il faut favoriser les débats et les échanges visant à défendre l'emploi et le potentiel économique régional. Autrement dit, faire en sorte que les délégués syndicaux, les cadres, les élus locaux, les travailleurs participent à la construction de propositions de politique industrielle autres que celles qui conduisent de restructurations en fermetures... La démocratie à l'entreprise, quoi !

Femmes et hommes politiques de la région doivent geler la décision de licencier ! La Wallonie doit intervenir auprès des instances européennes pour qu'elles imposent une taxe sur les produits extra-européens provenant des pays où sévit un capitalisme sauvage et des bas salaires !

Un militant FGTB me dit : « On a vraiment l'impression que tout le monde se sucre sur notre dos. Où est passé l'argent versé par la Région ? L'argent public wallon sert à liquider des emplois ? Maintenir toujours la même gamme de produits, cela avait été dit, c'était aller au devant de bien des difficultés. Une société avec qui on travaillait vient de faire faillite. Elle nous doit 600.000 euros ! Et son dirlo vient de se faire engager chez nous ... ».

Cette restructuration annoncée n'est-elle qu'un fait isolé ? Un épisode d'un processus qui pourrait aboutir à davantage de pertes d'emplois ? Et, pourquoi pas, à terme, à la fermeture de l'entreprise ?

Fin d'après-midi. La réunion se solde par un report des décisions. Un délégué FGTB d'une autre boîte, venu par solidarité : « Ils repartent à zéro par rapport aux négociations précédentes. Pour essayer de trouver des solutions. On ne touche pas aux salaires, paraît-il. Et ils ont jusqu'au 6 décembre pour trouver un accord quant à l'enveloppe allouée pour les départs. Il y a toujours 54 camarades dehors. Mais lorsque tu discutes avec les ouvriers, c'est la résignation. On a l'impression qu'ils n'attendent plus rien. Qu'ils ne veulent même plus sauver l'entreprise. Enfin, on verra, mais ce sera dur pour Durobor et, à terme, si la société continue comme ça, ils ne tiendront plus longtemps ».

Comme nous le disions dans le communiqué de presse du 7 octobre dernier : « la balle est dans le camp des décideurs politiques wallons, socialistes et humanistes débarrassés, à présent, du poids des libéraux pour qu'ils relancent une politique industrielle publique régionale qui assure aux entreprises wallonnes en général, et à Durobor en particulier, un avenir ».

A suivre ...

Sandro Baguet

Dans notre contribution précédente, nous avons évoqué la perte de substance de l'industrie comme de la recherche-développement wallonne dans des domaines tels que la construction automobile, le matériel ferroviaire, la construction navale. Ce constat vaut aussi pour la Flandre et Bruxelles.

Alors que se développe un large débat européen, voire mondial, qui remet en cause la politique actuelle des transports routiers, alors que s'imposent de nouveaux investissements lourds privilégiant le rail, la voie d'eau, la modernisation des flottes maritimes, dans le cadre du respect des accords de Kyoto et de la lutte contre les « bateaux poubelles », la Belgique est exsangue de ses capacités historiques dans des secteurs qui apparaîtront bientôt comme de « pointe ».

Au cours des quarante dernières années, l'Etat fédéral, puis la Région wallonne, grâce aux aides de l'Union, a mis à gabarit européen les voies hydrauliques qui peuvent, depuis peu, desservir l'axe Dunkerque-Anvers-mer Noire.

Des milliards d'euros ont été engagés dans les opérations d'aménagement du « fluvial » et des infrastructures liées. Mais, faute d'une politique régionale adaptée, les canaux sont envasés. Les péniches « raclent » sur bien des tronçons entre Charleroi et la frontière française. On est plus proche, en matière de « tirant d'eau », de 900 tonnes pour les péniches qu'aux 1350 annoncés. Le « tirant d'air » nécessaire pour permettre le développement du transport par conteneurs, en plein essor, nécessite le relèvement de dizaines de ponts dans le Nord français et le Hainaut.

Depuis plus de dix ans, la Région wallonne et le MET hésitent à draguer, ne sachant que faire des boues classées « déchets industriels », toxiques ou non, vu l'absence d'infrastructures de traitement.

Bref, la perspective d'un rabat-

tement d'une partie du fret routier vers l'eau et le rail bute sur les retards d'une politique d'investissement public en matière de développement des complémentarités indispensables entre les trois modes de transports. Et les automobilistes mesurent quotidiennement une saturation des autoroutes diverses.

Et l'énergie ?

Les privatisations, présentées au début des années '80 comme le moteur de nouvelles initiatives plus efficaces en terme de gestion, ont, comme notamment dans le domaine ferroviaire au Royaume-Uni, conduit à des résultats particulièrement lamentables pour les usagers. De même, les rodontades d'Electrabel organisant une privatisation plus poussée de la distribution d'électricité et annonçant des effets tarifaires plus « favorables » aux consommateurs, sont loin de se traduire concrètement dans les factures expédiées au citoyen « lambda ».

En fait de concurrence, les groupes privés de l'énergie comme des autres secteurs s'ingénient à se concentrer, précisément pour conforter leur monopole de production et de distribution. Et partant leur domination sur les prix. La démarche n'est pas neuve.

En effet, la crise énergétique des années '70 mérite quelques rappels opportuns au moment où les prix pétroliers gardent, en dépit de quelques fluctuations, un niveau particulièrement élevé. Et nombreuses sont les voix pour dénoncer des opérations strictement spéculatives, même si, dans quelques décennies, cette énergie est censée faire défaut au plan mondial.

Pétrole, mobilité et progressisme

Rappel historique

1973. Les pays membres de l'OPEP constatent que les prix des produits importés d'Europe, des USA et du Japon sont multipliés par 4 depuis la fin des années '40. Ils décident de répercuter cette augmentation sur le prix de leurs exportations pétrolières. Les prix pétroliers flambent. Notons qu'à l'époque, on se situe encore dans une période de décolonisation. La revendication est légitime. Surtout lorsque l'on sait que l'essentiel du prix du litre d'essence ou de diesel est dû à la fiscalité nationale.

La revendication est bien moins légitime pour une Arabie Saoudite et d'autres pays du Golfe persique, points d'encrage de la politique énergétique des USA. En bénéficiant d'une augmentation substantielle du prix du « brut », ils recyclent les pétrodollars pour soutenir la vie luxueuse des princes wahabites, des dépenses d'armement dépassant les 13 % du PIB et profitant largement à l'industrie de guerre américaine, des investissements immobiliers bénéficiant à des firmes états-uniennes et européennes, y compris du groupe Bin Laden. Les populations locales ne trouvent guère leur compte dans le pactole pétrolier.

On se souviendra, dans le registre du recyclage des pétrodollars, du scandale de l'opération Eurosystem, dans le domaine hospitalier, qui concerna des filiales de la Société Générale, à fin des années '70.

Bref, le choc pétrolier des années '70 arrange bien les grands monopoles de l'armement, de l'aéronautique civile et militaire américaine, voire européenne, des groupes financiers comme Carlyle. Ils préfigurent les finance-

Uay :

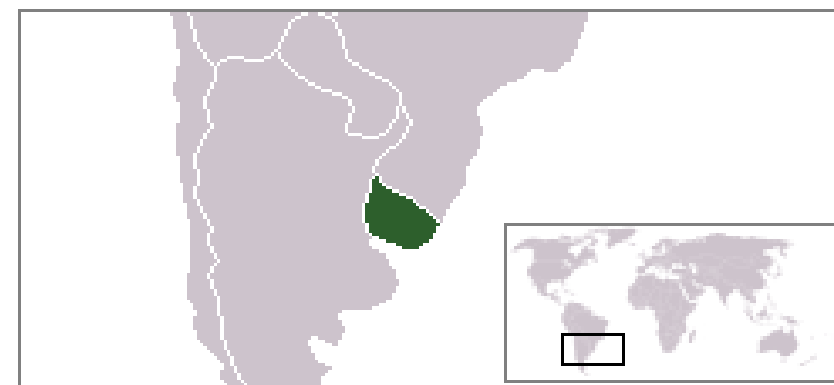
entre l'impunité des tortionnaires ou leur retour au pouvoir. En avril 1987, 52 % se prononcent pour le maintien de l'amnistie.

Progression constante

La progression électorale du *Frente* est constante. En 1990, il gagne la mairie de la capitale, Montevideo, où réside la moitié de la population ; en 1994, le Dr Vázquez obtient 30,20 % des suffrages aux élections présidentielles et, en 1999, il n'est plus loin de la majorité avec 44,07 %.

En même temps les référendums indiquent qu'une très large majorité souhaite conserver les services publics. L'article 79 de la Constitution uruguayenne permet de soumettre les lois votées par le parlement à la sanction d'un référendum, si plus d'un quart de l'électorat le demande. Ce droit démocratique exceptionnel a été utilisé pour s'opposer aux privatisations décidées par le parlement. En 1992, 72 % des votants se prononcent pour l'abrogation de la loi qui privatise les télécoms, pourtant vivement soutenue par le FMI. En 2003, la centrale syndicale recueille les signatures nécessaires à la convocation d'un nouveau référendum pour s'opposer cette fois à la privatisation de la raffinerie du pétrole. Cette fois, 62 % des électeurs votent l'abrogation de la privatisation. Et, ce 31 octobre, le même pourcentage s'est opposé à

Jorge Magasich



la privatisation de l'eau.

L'espoir d'une société plus solidaire, après l'échec retentissant du néolibéralisme en Argentine et en Uruguay, et l'impressionnante mobilisation sociale soutenant le candidat du *Frente* ont assuré la victoire électorale. Cette fois, la mobilisation de la diaspora a été décisive. Pour décourager le vote des émigrés, les gouvernements conservateurs ont bloqué toute initiative de vote consulaire ou par correspondance. Cependant, beaucoup ont fait l'effort d'aller jusqu'aux urnes. Plusieurs avions sont partis de Paris, Madrid et Barcelone, quelque 40.000 Uruguayens travaillant en Argentine ont traversé le Rio de la Plata, et une bonne dizaine de Belgo-uruguayens ont traversé l'Atlantique. La mobilisation des expatriés a représenté environ 2 % des suffrages du *Frente*, assurant ainsi sa victoire.

Le nouveau gouvernement devra gouverner un pays en crise économique grave où la misère a augmenté les dernières années. Si l'on peut admettre que sa marge de manœuvre est très réduite, on peut espérer qu'il prônera une meilleure intégration au Mercosur (marché commun avec l'Argentine, le Brésil et le Paraguay) et une position plus ferme dans la négociation de l'immense dette publique de 12 milliards de dollars. Le gouvernement de Vázquez devra aussi tenter d'avancer dans les questions de la redistribution de terres et du jugement des responsables de crimes contre l'humanité.

BREVES

pauvreté (lequel est déjà défini de manière minimaliste par la Banque Mondiale). En résumé, cela signifie que leurs salaires ne leur permettent tout simplement pas de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Ce chiffre est sept fois supérieur à celui du nombre de chômeurs (185,9 millions en 2003). Le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est lui bien plus élevé encore car on doit naturellement ajouter à ce nombre faramineux de travailleurs précaires, leurs familles, les personnes sans emplois et de plus en plus celles dont les indemnités de chômage (ou indemnités assimilées) sont insuffisantes. Ce sont plus de 3 milliards de personnes (càd plus d'un être humain sur 2) qui vivent aujourd'hui avec moins de 2 \$ quotidiens !

Kosovo : un Premier Ministre au passé trouble

Ramush Haradinaj, leader du 4ème parti du Kosovo, a été nommé Premier Ministre de la province suite à son alliance avec le parti majoritaire, dirigé par le président Rugova. Alors que se poursuit un impitoyable nettoyage ethnique à l'encontre des minorités, cette nomination a provoqué l'indignation des Serbes. En effet, Haradinaj est accusé d'avoir commandité et participé à l'enlèvement, la torture et l'exécution de plusieurs dizaines de civils serbes dans son village natal de Glodjane au printemps et à l'été 1998. Il est également accusé du meurtre de nombreux civils albanais, des opposants politiques ou des témoins de ses meurtres. Blessé en fin 1999 lors d'une expédition punitive contre une famille rivale, il avait été soigné dans une base américaine en Allemagne. Selon diverses rumeurs, il pourrait être inculpé dans les prochaines semaines de crimes de guerre par le Tribunal de La Haye. Cependant, des observateurs estiment que les pressions occidentales pourraient pousser le procureur Del Ponte à renoncer à le mettre en accusation, entérinant ainsi l'impunité dont bénéficient les auteurs kosovars albanais de meurtres et de nettoyage ethnique.

Les trois scrutins tenus en Uruguay ce 31 octobre ont donné la victoire à l'Union de la gauche et des démocrates chrétiens, le *Frente Amplio* : leur candidat à la présidence, le médecin oncologue Tabaré Vázquez, a été élu avec 50,54 % ; au parlement le *Frente* obtient 53 des 99 députés et 16 des 30 sénateurs, mettant un terme ainsi à 177 ans de suprématie des partis traditionnels, les *Blancos* (conservateurs) et les *Colorados* (libéraux). En même temps, 62 % des Uruguayens se sont prononcés pour que les énormes ressources aquifères récemment découvertes sous leur territoire et celui des trois pays voisins



(l'Argentine, le Brésil et le Paraguay) demeurent publiques, s'opposant à la privatisation de l'eau.

La coalition, qui gouvernera l'Uruguay à partir du premier mars 2005, s'est constituée en 1971 pour présenter un seul candidat de gauche à la présidence, à l'instar de l'Unité Populaire chilienne qui avait gagné les élections en 1970. Formé depuis sa naissance par les socialistes, les communistes, des secteurs proches du Mouvement de Libération National (Tupamaros), d'autres groupes de gauche et, chose exceptionnelle pendant la guerre froide, par les démocrates chrétiens, le *Frente Amplio* présente en 1971 la candi-

dature de Liber Seregni, un général à la retraite connu pour ses positions progressistes, qui obtient alors 18,3 % des suffrages.

Sous la dictature militaire (1973-1985), la libéralisation de l'économie s'accompagne d'une répression brutale. Les militaires uruguayens collaborent avec la dictature argentine et la chasse aux opposants se fait de deux côtés de la frontière. Les disparus se comptent par dizaines, les torturés par milliers, les prisonniers politiques par dizaines de milliers. Des centaines de milliers doivent s'exiler, dans un pays qui compte 3 millions d'habitants. Le dirigeant

Uruguay une victoire et profits financiers

Cette fois, les *Colorados*, les *Blancos* et le *Frente* vont mener campagne pour le « non », qui l'emporte par 57,2 %.

Le *Frente* survit à la dictature et en sort consolidé. Ceci s'explique parce que, dès sa naissance, il a organisé des comités de base, qui ont développé une véritable identité politique « *frenteamplista* », faisant de la coalition bien plus que l'addition de 17 groupes politiques. Selon Raúl Zibechi, en 2002 le *Frente* comptait 207.000 affiliés, c'est-à-dire environ 10 % de la population adulte.

Cet impressionnant réseau permet d'expliquer le développement du *Frente* alors que, au Chili, les socialistes ont déclaré caduque l'Unité Populaire (l'alliance historique socialiste-communiste) et formé une nouvelle coalition avec le Parti démocrate-chrétien qui avait soutenu le coup d'Etat de 1973. En Uruguay, cependant, l'alliance de toute la gauche avec le centre, sans exclusions, demeure une alternative progressiste.

En 1987, la campagne pour annuler l'amnistie qui met les tortionnaires hors de portée de la justice, malgré son échec, a réactivé le *Frente*. En effet, deux ans après le départ des militaires, le Parlement vote une amnistie appelée *Ley de la Caducidad de la Pretensión Punitiva del Estado*, qui met fin aux actions judiciaires en cours contre les militaires accusés de tortures, assassinats et disparitions forcées. Indignés, des défenseurs des droits humains réunissent des signatures pour convoquer un référendum. Mais la menace à peine voilée de l'armée de reprendre le pouvoir si des militaires sont traduits devant les tribunaux est déterminante. En réalité, les Uruguayens doivent choisir

ments futurs du parti républicain aux USA.

Belgitude et problèmes énergétiques

Les « dimanches sans voitures », promu par Willy Claes et le gouvernement de l'époque, avaient été précédés d'une réflexion politique. Le secteur pétrolier était dominé par la toute puissante fédération présidée par Paul Hatry, futur ministre libéral. La question que posait une partie de la gauche syndicale et politique était de voir clair dans la structure des prix des produits pétroliers. Les multinationales contrôlaient l'extraction, le transport, le raffinage, la distribution en parfaite symbiose avec les dictatures du Golfe persique. Hors la taxation, par accises et TVA, donnée officielle et élément de la politique de redistribution des pouvoirs publics (on peut débattre de sa finalité, de son efficacité), la base des coûts des produits pétroliers restait un élément peu transparent.

Les exportations énergétiques saoudiennes généraient des commissions occultes revenant aux dizaines de milliers de féodaux locaux. Les prix variaient selon les zones mondiales fournies. Les commissions étaient recyclées non seulement en dépenses de luxe et d'armement, mais servaient à financer les réseaux culturels et autres, plus occultes, des islamistes intégristes. Au contraire d'autres pays producteurs, la population saoudienne mesurait et mesure aujourd'hui les retombées de plus en plus chiches, pour elle, d'une réévaluation du prix du baril.

Venait s'adjoindre, côté belge, toute la problématique des fermetures minières. Elles plaçaient le pays dans une dépendance quasi

totale en termes de besoins énergétiques.

En 1970, nous n'étions que dix ans après les grèves de '60. Elles avaient porté l'idée, encore qu'imprécise, de réformes de structures anticapitalistes. L'énergie conservait une dimension « nationale ». Les zones minières et les entreprises de l'aval, la carbochimie à Terre, les cokeries, la chimie lourde liée au charbon, les besoins énergétiques des populations, appelaient à des reconversions, à une autre politique industrielle.

Pointèrent, fin des années '60, diverses perspectives. D'abord l'idée d'exploiter autrement un gisement charbonnier immense qui s'étend, en forme de croissant, du sud de la RFA en passant sous la Belgique, le Nord français et le pays de Galles. Dans le débat énergétique de '74, on parlait de gisements de charbon disponibles, identifiés, exploitables pendant 8 siècles pour la consommation mondiale.

La Région wallonne finançait largement les travaux du professeur Ledent et les installations pilotes d'Hensies (Borinage). Elles devaient permettre l'extraction par gazéification, in situ, du charbon, un procédé inventé au 19^{ème} siècle, en Russie tsariste, par Mendeleïev. On oublia rapidement ces recherches.

Ensuite, des pouvoirs publics wallons s'enhardirent à vouloir réduire la dépendance envers les monopoles pétroliers. On osa imaginer, dans la région de Liège comme dans celles de Mons et du Centre, qu'une initiative publique ou mixte puisse servir de base à la reconversion des anciens bassins miniers. L'idée visait à conclure avec des pays producteurs des accords de coopération pour garantir l'approvisionnement en s'appuyant sur des fonds publics ré-

gionaux pour construire des installations pétrochimiques (raffineries et produits dérivés du cracking).

Le ministre Leburton et les autorités liégeoises de la SPI (Société provinciale d'industrialisation) s'engagèrent dans des négociations avec l'Iran dans le cadre d'un projet dénommé Ibramco. Côté hennuyer, l'IDEA (Intercommunale de développement couvrant les zones Mons-Borinage-Centre) envoya plusieurs missions en Roumanie pour développer le zoning de Feluy. Dans les deux cas, il s'agissait de se doter de moyens pour contrôler la structure des prix pétroliers, sortir de la dépendance des multinationales, recentrer un développement régional sur la chimie du pétrole. Ces deux initiatives publiques allèrent suffisamment loin dans les négociations avec les partenaires producteurs pour que la fédération pétrolière belge suscite une vaste opération médiatique pour déstabiliser cette double tentative au début des années '70.

Epilogue

La suite est connue. Le gouvernement fédéral se concentra sur l'électronucléaire et la filière Westinghouse des ACEC, passés sous contrôle états-unien. On misa sur le gaz naturel de Groningen (Pays-Bas), puis sur celui de la mer du Nord et d'Algérie, via le terminal de Zeebrugge.

Avec l'aide de l'Arabie Saoudite, les monopoles cassèrent les prétentions de l'OPEP. Les guerres du Moyen-Orient y contribuèrent, évidemment. Distrigaz, chargé de l'acheminement gazier, perdit son statut de société mixte (public-privé) pour passer complètement sous contrôle de monopoles pétroliers et du groupe Suez.

La politique de l'UE achève, aujourd'hui, la privatisation complète du secteur de l'énergie. La gauche semble avoir totalement oublié les combats qu'elle mena, voici trente ans, pour tenter de démocratiser un secteur essentiel.

Pierre Beauvois

Pétition

**Pour des mesures décisives contre la flambée des prix pétroliers !
La flambée des prix des produits pétroliers aura de très graves conséquences sociales
pour les plus démunis et les bas salaires.**

**Comment s'en sortir sans dommage financier quand on doit utiliser son véhicule
pour travailler ? Comment s'en sortir quand on est allocataire social à la veille de l'hiver ?
L'aumône accordée par le gouvernement pour les familles les plus pauvres est insuffisante.
Elle ne leur permettra pas de se chauffer pendant tout l'hiver. On va au devant
de véritables drames si l'hiver se fait trop rude.
De plus la mesure exclut les bas salaires ; ce qui plongera cette large frange
de la population dans la précarité.**

Cela suffit de gérer la misère !

Ces augmentations du gasoil et du mazout de chauffage ne seront pas perdues pour tout le monde...

Elles vont, au contraire, générer des profits plantureux.

Nous réclamons une taxation sévère des compagnies pétrolières et la réintégration
des prix des produits pétroliers dans l'index des prix !

Nous réclamons des mesures exceptionnelles pour rendre les transports en commun moins chers,
voire même gratuits pour les demandeurs d'emploi et les étudiants ; la généralisation du coût
du transport en commun pris en charge par le patron pour les usagers se rendant à leur travail.

Nous réclamons que l'aide urgente soit augmentée et étendue aux plus bas salaires.

Nous réclamons la solidarité des villes et communes les plus riches pour que ne soient pas pénalisées
celles qui comptent le plus de familles défavorisées.

Premiers signataires:

Pierre Bal, échevin communiste sur la liste socialiste
(Tournai) ;

Jacques Coupeux, conseiller communal communiste
sur la liste Ecolo (Charleroi) ;

Robert Guillaume, conseiller communal ADC -
Alliance pour la Démocratie Communale (Manage) ;

Robert Tangre, conseiller communal UCPW -
Union Communale Progressiste et Wallonne (Courcelles)

Bernard Lefèvre, conseiller ADC au CPAS (Manage)

Jean-Pierre Michiels, président
de l'Association culturelle Joseph Jacquemotte

Sandro Baguet, délégué FGTB, Mactac - Soignies

Cécile Delcourt et Caroline Watillon,
militantes Lucha & Fiesta

Martine Godenir, animatrice Club Achille Chavée

Valérie Watillon et Stéphane Mansy,
Studio-Théâtre de La Louvière

Fabian Caci, délégué syndical FGTB, Mactac - Soignies

Z. Blusztajn, retraitée

Nathalie Rozza, déléguée Setca,
secteur non-marchand, La Louvière

Frédéric Loader, Secrétaire de l'USC Jurbise,

Mathieu Bietlot, chercheur ULB, Président de l'Espace
Marx, militant Piments Rouges

Jean-Claude Challe,
président de la CGSP Cheminot Centre

Omer Arrijs, animateur

Patrice Lambert, militant POS

Chérif Hamdis, Association Kabyle (Ittre)

Yves Herlemont, secrétaire régional CGSP
Enseignement du Centre

Jean-Claude Mansy, La Louvière

Walter Jehu, Délégué syndical C.G.S.P.

Police Zone des Trieux, Courcelles - Fontaine L'Evêque

Jacques Vilain, Courcelles, citoyen

Claude Coussement, ancien conseiller communal
communiste de Mouscron

José Fontaine, Toudi Wallonie Républicaine

Michèle Nogues, secrétariat FGTB Charleroi

Maurice Magis, vice-président du Secours Populaire
Wallonie/Bxl

Mustapha Halla, président du Forum des Citoyens

Victor Martin, secrétaire Permanent du secteur Gazelco

Mélina Sarmanidis, Bruxelles

Nadine Rosa – Rosso, enseignante

Vladimir Caller, journaliste

Jean Delcourt, sculpteur

Pierre Eyben, chercheur KUL, Parti Communiste

Milou Rikir, archiviste, militant indépendantiste wallon

Michel Bastin, patron d'une société d'économie sociale

Ludovic Busieaux, La Louvière

Laurent Bredun, Animateur Jeunes FGTB Charleroi

Paul Delmotte, enseignant à l'IHECS, Bruxelles

Sébastien Gilles, journaliste indépendant sur Charleroi

Jacques Chevalier, délégué CGSP, CPAS de Visé

Adriana Evangelizt, Oulala.net

Annick Stevens, professeur l'Université de Liège

Gianni Randazzo, éducateur

Ralf Verbeke, Flandres

Denise Comanne, Comité pour l'Annulation

de la Dette du Tiers Monde

Jules Pirlot, secrétaire de la section communiste des
travailleurs de la Ville de Liège

Henri Solé, Collectif Solidarité

Contre L'Exclusion Emploi et Revenus pour Tous

Nino Manzini, régionale Ecolo Centre

Michaël Sorokakis, enseignant, Brabant Wallon

Etienne Mayence, aumonier

Corinne Malchair, Centre de Documentation

et de Coordination Sociales

Nicole Vanhoof, conseillère CPAS Ecolo,

Braine-le-Comte

Christian Hanocq, citoyen, Ath

le l'Europe

d'imposer leur version de la démocratie et l'économie de marché, pour les Européens, le militaire n'est qu'un aspect d'une "combinaison de mesures" qui inclut en dernier ressort l'action militaire dans le but d'arriver à l'imposition de l'ordre néolibéral. Ce n'est donc qu'une question de priorités : les positions politiques qui voudraient voir une fracture dans le camp impérial occultent la réalité d'une solidarité profonde entre des élites dont le but commun est d'imposer une situation "normale" au niveau planétaire qui permette au capitalisme globalisé d'exercer une emprise directe sur les ressources humaines et matérielles de la planète. L'UE dont la politique extérieure est entre les mains de Javier Solana, un socialiste toléré par le général Franco, devenu "pacifiste" et responsable de campagne anti-OTAN du PS espagnol, puis secrétaire général de l'OTAN et de Robert Cooper, ancien conseiller de Tony Blair et promoteur d'un nouvel impérialisme, qu'il conçoit comme la seule méthode pour rendre sûr un monde où se multiplient les Etats ratés. Rien de très éloigné, même dans la forme, de ce que peuvent proclamer les "neocons" américains.

Le piège le plus dangereux pour le mouvement anti-guerre a bien été la complaisance apparente envers sa cause des gouvernements de la "vieille Europe". C'est oublier que leur pacifisme de façade ne les empêche pas de partager avec les représentants des élites américaines un programme unique. L'anesthésie presque totale des populations européennes face aux événements de l'Irak est en

partie le fruit de leur bonne conscience pacifiste et de la confiance qu'ils font à leurs gouvernements et à l'UE. Ceci explique également le manque presque total de soutien à la résistance irakienne, alors qu'elle (ou peut-être, hélas, parce qu'elle) a des chances réelles d'infliger une défaite politique et même militaire aux arrogantes armées de l'Empire.

Certes, le discours antiterroriste fait bien son travail et, quoiqu'on fasse encore une distinction entre résistance et terrorisme, ceci n'empêche pas des amalgames constants. C'est comme si le mensonge de départ était devenu réalité et que, le terrorisme islamiste étant désormais présent et actif en Irak en parallèle à la résistance, la guerre pouvait trouver une justification rétroactive, non seulement auprès des Américains qui ont réélu Bush, mais même auprès des paisibles Européens qui deviennent de plus en plus "compréhensifs". Pourtant, le seul espoir d'empêcher que l'engrenage de la guerre globale permanente s'installe définitivement, est que la résistance irakienne l'emporte sur les envahisseurs. Elle a été depuis les premiers jours de l'invasion une très désagréable surprise pour les "libérateurs" de l'Irak et a déjà empêché que la déferlante belliciste n'engloutisse d'autres pays comme la Syrie et l'Iran, pour ne pas parler de Cuba ou du Venezuela. Les résistants irakiens ne comptent sur le soutien d'aucun Etat. Ils méritent cependant aujourd'hui le même soutien qui fut jadis accordé en Europe et aux Etats-Unis à la résistance vietnamienne.

John Brown

BREVES

Arcelor :
**pas exactement
une entreprise
« en difficulté »**

Le groupe sidérurgique a réalisé au troisième trimestre 2004 un chiffre d'affaire de 7,152 milliards d'euros (contre 5,869 milliards d'euros pour la même période l'an dernier) et a enregistré un bénéfice net de 629 millions d'euros (contre 101 millions d'euros en 2003).

Poudre aux yeux:
**Une banque « propre »
pour deux fois rien !**

Versant dans le genre écologiquement correct, la banque britannique HSBC, troisième banque mondiale en termes de capitalisation boursière, a calculé elle-même le volume de CO2 qu'elle a indirectement rejeté dans l'atmosphère (550.000 tonnes) en 2003.

Afin de prouver sa grande moralité et de se faire pardonner, la HSBC a annoncé (à grands renforts de gesticulations médiatiques évidemment) qu'elle mettait au point « un plan de compensation » en achetant des crédits de permis de polluer, en plantant des arbres, en achetant de l'énergie renouvelable et en prévoyant un plan d'économies (tiens, tiens...) d'énergie.

Le bénéfice imposable de la banque, en 2003, frôlait les dix milliards d'euros. Le coût total du plan de compensation prévu s'élèvera à cinq millions d'euros dès 2005. Le ratio est donc d'un pour deux mille! On ne doute pas que celui-ci doive dépasser encore de beaucoup celui du degré de moralité de la HSBC et de ses dirigeants.

C'est cela le capitalisme

Selon les derniers chiffres de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) que l'on peut difficilement taxer de gauchisme, la moitié des travailleurs dans le monde, soit près de 1,4 milliards de personnes, vivent avec moins de 2 \$ par jour, c'est-à-dire en dessous du seuil de

(Suite page 17)

Irak : méfiez-vous c

Plus d'un an après les gigantesques manifestations contre la guerre en Irak de février 2003, l'opinion publique mondiale, cette deuxième grande puissance planétaire proclamée par le New York Times, a maintenu un respectueux silence face au massacre permanent qui a lieu dans ce pays. Les mêmes forces qui crient à l'urgence humanitaire quand il s'agit de la Yougoslavie ou montrent tant de souci pour les droits de l'homme à Cuba, restent de pierre face à l'agression armée entièrement injustifiée contre un Etat membre des Nations Unies et à l'exhibition pornographique des tortures et des assassinats que les occupants y perpètrent quotidiennement. En outre, tous les Etats "qui comptent" se sont empressés d'exhiber leur complicité avec cette invasion indigne et illégale en soutenant la résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui entérine l'occupation et donne un mandat -quoique précaire et ambigu - aux forces de la "coalition". Ceci montre que même l'Europe, la vraie et vieille Europe dont Habermas et Derrida avaient vanté les mérites pacifistes et démocratiques, se joint volontiers à la stratégie d'outre-Atlantique, sans pourtant engager directement des troupes dans l'aventure irakienne.

Ceci n'est nullement un accident, mais une politique cohérente. Le lecteur de la *Stratégie européenne de sécurité* de Solana trouvera dans ce texte peu divulgué, mais d'une importance capitale, un grand nombre de points communs avec la doctrine de sécurité de l'administration Bush. Notamment, l'insistance dans les deux grands thèmes

que sont la légitimité d'une intervention préventive - même militaire -, et la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive. Ces deux éléments qui constituent les piliers de la nouvelle doctrine de sécurité permettent aux Etats-Unis et à leurs alliés européens de faire la guerre contre n'importe quel pays qui les importune. Il est, en effet, toujours possible de considérer que tout pays dont le gouvernement s'oppose aux intérêts impériaux couve des projets qui pourraient aboutir à la production d'armes de destruction massive. Il constitue ainsi une menace qu'il faut prévenir par tous les moyens, même militaires. Mais c'est justement la menace d'une attaque préventive qui rend de bon conseil de se munir d'un arsenal efficace. *Self performing prophecy*, dirait-on en anglais, une prophétie qui se confirme elle-même et qui n'est autre chose que l'exhibition impudique du fondement du pouvoir

souverain, un pouvoir qui a besoin, pour se maintenir, d'un horizon permanent de guerre. Si la menace de guerre civile ou d'agression extérieure venait à disparaître, c'est toute la légitimité de l'Etat souverain qui s'effondrerait. Si, abdiquant de plus en plus ses fonctions de protection sociale au nom de la concurrence et de la « société du risque », l'Etat néolibéral ne conserve qu'un rôle de maintien de la « sécurité », contre qui nous protégerait-il pour obtenir notre obéissance en échange ? D'où le besoin pressant de trouver une menace illimitée et indéfinissable à la mesure des énormes besoins de légitimité de l'Etat capitaliste contemporain : le « terrorisme ».

Style européen

Il existe cependant une légère nuance qui permet de distinguer le style européen de celui des Etats-Unis : si les Américains proclament d'emblée leur volonté de domination militaire en vue



ATTAQUE GENERALISEE CONTRE LES PENSIONS

La mobilisation des pensionnés et des futurs pensionnés a démontré qu'ils sont capables de se défendre, mais chacun dans son pays, en France, en Allemagne, en Italie et même chez nous. Mais la défense devrait être coordonnée par nos organisations syndicales au plan européen.

En Belgique, le montant des pensions est en-dessous de la moyenne européenne. Cela est dû à deux facteurs :

1. la suppression progressive des coefficients de liaison au bien-être, soit perte de 11,5 % en 2005 ;
2. pour les femmes qui n'auront pas travaillé plus de 40 ans, la perte augmente d'année en année jusqu'à doubler en 2009.

Et nous croyons que cela ne va pas s'arrêter ; la réaction du ministre

Votre pension, vous la voyez...



des pensions ne nous rassure nullement. Les crédits d'impôts pourraient être attaqués à leur tour, perte qui pourrait dépasser les 5.000 francs belges par mois pour des revenus de moins de 45.000 francs belges (voir la nouvelle fiscalité sur les nouvelles prépensions à partir du 1^{er} janvier 2004). Les périodes assimilées sont aussi en danger.

L'index qui doit être revu en 2005 ne peut pas être une coquille vide, le poids de certains produits et services doit être revu. Des exemples : les pondérations de produits tels que le gaz, l'électricité et d'autres combustibles doivent être fortement augmentées ainsi que celle des loyers.

En effet, notre index a été, depuis 1982, de plus en plus manipulé. La réforme fiscale mise en place par le ministre des finances a appauvri les communes et les régions qui, en général, ont augmenté leurs taxes, tels que récolte d'immondices, radiotélé, etc. Ces impôts de même que les impôts indirects sont les plus injustes car ils ne tiennent pas compte des revenus.

La sécurité sociale et les services publics sont aussi de plus en plus attaqués en général dans toute l'Europe. La défense du pouvoir d'achat des travailleurs doit s'organiser au niveau européen.

Guy Bales



Elio arrondit ses fins de mois

Elio Di Rupo qui cumulait déjà les fonctions lucratives de président du PS et de bourgmestre de Mons va très prochainement entrer au conseil d'administration de la banque Dexia, histoire d'arrondir ses fins de mois difficiles.

Le conseil d'administration du groupe financier franco-belge Dexia a en effet coopté lors de sa séance du mardi 16 novembre 2005 Elio Di Rupo comme administrateur en remplacement d'un autre PS, Didier Donfut. La rémunération de Di Rupo touchera donc dès l'an prochain un petit bonus pour ses fins de mois difficiles d'homme de "la gauche moderne".

Parmi les autres cumulards, on retrouve également chez Dexia un certain Karel De Gucht (VLD), ministre des Affaires étrangères (44.000 € de rémunérations l'an dernier) lequel, pris de remords sans doute, devrait toutefois céder son mandat au plus tard le 1er janvier 2005.

Ces révélations suivent celle de la nomination du ministre de l'Economie et de l'Energie Marc Verwilghen comme administrateur indépendant chez British American Tobacco (BAT) et montrent combien la collusion entre monde politique et monde privé ne concerne pas uniquement l'administration Bush ou les commissaires européens mais est au coeur même du système capitaliste tel que nous le subissons au quotidien.

A la lumière de telles informations, on se dit que l'on a du mal à comprendre le Premier ministre Guy Verhofstadt lorsqu'il parlait de 200.000 emplois nouveaux. Ce n'était pas pour nous mais pour eux que nos représentants politiques s'engageaient à chercher ces emplois.

Pierre Eyben

La mort programmée de la SNCB

Le 26 mars dernier, sans aucun débat démocratique au parlement, le conseil des ministres décidait de scinder la SNCB en trois sociétés distinctes : une société holding chargée de l'organisation du groupe, une autre chargée du transport proprement dit et une troisième responsable de l'entretien des infrastructures (voies, signalisation...).

Selon le gouvernement et les ministres socialistes, cette décision fut prise pour répondre aux directives européennes sur la libéralisation du rail, injonctions prétendument extérieures. Pourtant, personne ne doit oublier que ces ukases de l'Union européenne ne sont rendus possibles qu'avec l'approbation des gouvernements nationaux. Comme il en est devenu l'usage, le pouvoir s'est réfugié derrière l'Europe pour faire ses sales coups.

Si le caractère public persiste encore (participation à 100 % de l'Etat belge dans le capital des deux premières sociétés et de 50 % avec majorité des votes de 80 % dans la troisième), qu'en sera-t-il demain ? Rapidement, en effet, le transport de marchandises va être mis en concurrence avec n'importe quel opérateur étranger. Suivra ensuite le transport de voyageurs. On peut donc s'attendre à plus ou moins court terme à voir l'éclosion de sociétés rivales qui marchanderont leurs prix au détriment de la sécurité. L'exemple anglais en témoigne.

Quelque 2.800 postes seront perdus dans l'opération. Pour le moment, le statut du personnel est maintenu, mais qu'en sera-t-il très bientôt lorsque, au nom de la concurrence, et le statut des agents, et l'emploi, et les salaires actuels seront considérés comme des obstacles à la compétitivité ? A ce propos aussi, l'exemple anglais est affligeant.

Un « comité de pilotage », incluant les deux grandes organisations syndicales a été créé. « Ce sera le chien de garde de l'unité de l'entreprise », aurait dit un syndicaliste. Naïveté ou aveuglement ? Chacun sait très bien que cette décision n'est jamais qu'une étape supplémentaire – mais de taille puisqu'elle fait éclater l'entreprise d'état – vers une privatisation totale du chemin de fer. Considérer cela comme un progrès, comme une avancée démocratique, est un mensonge éhonté. Pire, c'est une trahison. Les socialistes peuvent se gausser d'avoir obtenu quelques rogatons sociaux lors du sommet gouvernemental à Ostende ; le fait d'avoir accepté la scission d'une entreprise nationale qui fut depuis 1926 l'un des piliers de l'Etat est une concession libérale impardonnable. On dit que cela n'aura aucune incidence pour les usagers. Reste à voir dans un avenir plus ou moins rapproché. Mais en attendant, l'usager citoyen, lui, a bel et bien été tenu à l'écart d'une telle décision. Il faudra encore bien des entourloupes verbales pour que Di Rupo explique la cohérence qu'il y a à soutenir une telle politique de privatisation larvée et à se pavaner dans les forums sociaux anti-libéraux qui s'opposent... aux privatisations et réclament une démocratie participative.

Et aujourd'hui, la casse de la SNCB continue...

Après la scission, les fermetures de gares ou de guichets, la réduction des services dans les stations, la vente de bâtiments pour de tout autres affectations, sont autant de nouvelles agressions contre le chemin de fer. Autant de mesures qui démontrent l'indéniable processus de privatisation dans lequel le gouvernement Verhofstadt (VLD), et notamment son ministre Vandelanotte (SP.A) et la direction de la SNCB, ont engagé ce service public.

Le plan de restructuration annoncé qui devrait être finalisé au début de 2005 contribuera immanquablement à éloigner encore les usagers de ce mode de transport. Cela ne peut qu'avoir un effet d'enchaînement : moins d'usagers entraînant moins de rentrées et donc de nouvelles restructurations... Vraisemblablement, les émoluments des administrateurs de la SNCB ne sont pas à l'avenant de la misère dans laquelle ils plongent le chemin de fer !

Il ne faut pas être grand clerc pour imaginer que cette nouvelle casse entraînera une augmentation du vandalisme et accroîtra encore le climat d'insécurité dans les trains et les gares. La course à la rentabilité financière qui motive de telles restructurations conduit à des conséquences désastreuses sur le plan social, environnemental et politique.

Le cœur serré, les communistes saluent la mémoire de ces centaines de milliers de cheminots qui ont donné passionnément leur vie à la SNCB ; qui y ont lutté âprement. Plus que jamais les communistes continueront à défendre, avec d'autres, les services publics et s'inscrivent dans la résistance au libéralisme, résistance qui reste à construire !

Jean-Pierre Michiels

ort d'Arafat tenant ?

son peuple.

Et maintenant ? Les Israéliens ont dit attendre les successeurs d'Arafat pour se remettre à table. Bush s'est officiellement engagé pour un Etat palestinien dans un discours prononcé en juin 2002. Sans effet, puisque l'administration américaine appelait, elle aussi, la disparition d'Arafat de ses vœux. Les Européens, pour leur part, ont officiellement toujours reconnu la légitimité démocratique du président palestinien. La situation, bloquée depuis des années, pourrait donc se rouvrir. A de multiples conditions.

Pas de vacance

du pouvoir

Du côté palestinien, nombreux étaient ceux qui estimaient que le refus d'Arafat de passer la main et l'opacité de son pouvoir représentaient bien des obstacles à une issue du conflit. Les responsables ont affirmé que « quelle que soit l'hypothèse, il n'y aura pas de vacance du pouvoir. Il y a une volonté très forte, de la part de toutes les forces politiques et institutionnelles (...) de préserver l'unité, de ne pas laisser place au désordre et au chaos qui seraient catastrophiques pour tout le monde ». Et feraient le jeu du pouvoir israélien. Celui-ci n'a pas les moyens d'imposer les successeurs de ses rêves à Arafat. Qu'il exprime des préférences, et ceux-là seraient condamnés par l'opinion palestinienne. Mais Tel-Aviv pourrait aider à créer les conditions d'une succession pacifique. Un premier geste de bonne volonté serait de desserrer l'étreinte sur les territoires et la répression pour faciliter la tenue d'élections.

Les Etats-Unis se sont dits prêts à travailler avec la nouvelle direction palestinienne. Le secrétaire d'Etat Colin Powell a réaffirmé « notre engagement en faveur d'une solution à deux Etats sur la base de la feuille de route ».

Formules rhétoriques de circonstance ? Depuis qu'il est arrivé au pouvoir, Ariel Sharon n'a eu de cesse de briser les attributs matériels et symboliques du mouvement national

palestinien. Les infrastructures de l'Autorité palestinienne ont été systématiquement détruites. L'emprisonnement de fait de Yasser Arafat dans la Mouqata en ruines s'intégrait parfaitement dans cette stratégie qui n'a guère attiré autre chose que des condamnations de principe de la communauté internationale. Au contraire, l'appui de plus en plus évident des Etats-Unis à Sharon a autorisé celui-ci à aller toujours plus loin dans la surenchère. La répression dans les territoires occupés s'est faite sans cesse plus rude. Si, en février, Sharon a donné l'impression de lâcher du lest en promettant un retrait unilatéral de la bande Gaza, il est vite apparu que son plan était de maintenir pour longtemps la main mise israélienne sur l'essentiel de la Cis-jordanie et ses ressources agricoles et aquifères. Au début du mois d'octobre, un de ses principaux conseillers a d'ailleurs lâché crûment que le plan d'évacuation était la meilleure façon de « plonger dans le formol » le processus de paix. Une façon comme autre de déchirer la feuille de route rédigé en décembre 2002 et devant aboutir à la création d'un Etat palestinien en...2005. Sharon n'a démenti que mollement.

Reste que les leaders israéliens ont justifié leur envahissante intransigeance par le prétendu double langage de Yasser Arafat, accusé de prôner la paix tout en encourageant en sous-main le terrorisme. Arafat disparu, c'est la thèse confortable de l'absence d'interlocuteur qui se dégonfle. D'où l'empressement des responsables palestiniens à combler le vide au sommet des institutions. Des règles de succession existent pour assurer le relais dans les différents organes que contrôlait Arafat, l'OLP, le Fatah, sa principale composante, et bien entendu l'Autorité palestinienne. Aucun successeur ne peut prétendre cumuler à son tour les différentes fonctions et l'on verra demain s'affirmer une représentation collégiale du peuple palestinien. Même le Hamas s'est dit prêt à prendre ses responsabilités. Il sera de toute manière plus difficile pour le gouvernement israélien de refuser de prendre langue avec des hommes comme Mahmoud Abbas et Ahmed Qoreï, l'un et l'autre artisans des accords d'Oslo, l'un et l'autre opposés à la militarisation de la seconde intifada. Sauf à faire une fois de plus la démonstration que, décidément, la paix n'est pas son objectif, ni la coexistence entre deux entités égales en droit son horizon.

Maurice Magis

BREVES

Belgique :

Allongement du temps de travail, l'offensive du patronat se poursuit

Le personnel de la société OMCO implantée à Aalter, spécialisée dans la fabrication de moules pour bouteilles en verre et bocaux, s'est mis spontanément en grève pour protester contre un projet de sa direction visant à allonger la durée du temps de travail. Faute d'un accord, la direction a déjà brandi l'odieux chantage d'une restructuration et d'une délocalisation vers la Croatie. Que font les hommes politiques de gauche pour répondre à ces agressions ultra-libérales ?

Beau succès

pour la journée "Nous sommes tous des Bombes-Spotters"

Ce sont quelque mille personnes qui ont porté plainte le samedi 27 novembre dans plus de 40 villes et villages un peu partout en Belgique contre la présence d'armes nucléaires sur le territoire belge et se sont déclarées complices de l'action menée par l'asbl Bomspotting (voir DR n° 2).

Le prochain rendez-vous est d'ores et déjà fixé au 16 avril pour le « Bombe-Spotting XL » qui aura lieu simultanément au SHAPE de Mons, à Kleine-Brogel (où sont stockées les ogives nucléaires) et au siège de l'OTAN à Bruxelles.

Infos sur :

www.bomspotting.be

divisions "ethniques" et la xénophobie serait d'enrayer le libéralisme destructeur des acquis sociaux et des solidarités. Mais là, évidemment, on ne tombera pas d'accord avec les libéraux (ukrainiens, russes, occiden-

taux) pour qui les progrès des libertés marchandes et des inégalités "stimulantes" constituent la "base de la démocratie".

Jean-Marie Chauvier

A propos des fondations américaines finançant les "sociétés civiles" en Ukraine et ailleurs...

Les agences américaines USAID, USIS, les centres de coordination (liés à la CIA) Endowment for Democracy, "Freedom House", "Civil Society International", le tout récent "International Support for Democracy", le "National Democratic Institute" que préside Madeleine Albright, la fondation Soros (la seule que l'on cite parfois) et une kyrielle d'autres... disposent d'un immense réseau d'ONG, de dizaines de milliers de personnes appointées dans le monde entier et spécialement dans les états de l'ex-URSS. Nombre de chercheurs, d'experts interrogés dans nos médias et de journalistes émergent à leurs budgets. Ce sont des secrets de polichinelle. Mais vu que c'est rarement "avoué" au grand public, et parfois tabouisé, y compris dans les milieux de gauche et d'extrême gauche étonnamment discrets sur ce thème, il nous revient encore des "doutes" ou des "objections" du genre "c'est la théorie du complot". Mais pourquoi faudrait-il une "théorie" quand il y a des complots bien réels ?

Les personnes qui "doutent" encore de l'importance du rôle de ces organismes sont soit **très mal informées** (il existe des tonnes de données sur les sites Internet des dites fondations et des agences officielles des Etats-Unis), soit **très naïves** ou alors... elles-mêmes **liées** à ces officines, ce qui est le cas de pas mal d'ONG et de mouvements des Droits de l'Homme, il faudrait qu'on finisse par le savoir !

La question n'est pas de "douter" de l'évidence mais de saisir le sens et la portée de cet immense réseau américain au service des "révolutions" programmées (sans oublier les Européens, les sectes religieuses, etc.).

Si l'on considère que tout cela se fait pour le plus grand bien de la Démocratie - comme le croient les manifestants de Belgrade, Tbilissi, Kiev et les milliers de militants qui les soutiennent -, où est le problème ?

Ne fallait-il pas renverser Milosevic, Saddam Hussein, Chevarnadze, Koutchma (ça vient), et ces fondations n'ont-elles pas raison de préparer un sort aux Lukachenko, Poutine, Castro et autres Chavez ?

Si l'on ne défend pas les tyrans, si l'on adhère à cet idéal de Démocratie, pourquoi serait-on gêné de dire "bravo" à l'aide généreuse que consentent les Etats-Unis à la bonne Cause ?

La "Démocratie" : voilà la question de fond (et non de fonds) à débattre !

J.-M. Ch.

En complément de cet article, signalons la parution imminente, dans *Le monde diplomatique* du mois de janvier, d'un autre article de Jean Marie Chauvier sur l'Ukraine, davantage centré sur son évolution depuis la fin de l'URSS, les enjeux internationaux,...

Signalons aussi que Jean-Marie renoue avec le DR après une absence de... 33 ans ! Mais, rassurez-vous, vous n'attendrez pas si longtemps sa prochaine contribution à notre journal.

Après la mort Et maintenant

« Il n'y a qu'une chose à faire, appliquer la 'feuille de route' » répétait inlassablement Arafat à ses interlocuteurs. Envers et contre tout, il s'accrochait à cette tentative de relance du processus de paix au Proche-Orient co-parrainée par l'ONU, les Etats-Unis, la Russie et l'Union européenne. Et il ajoutait : « seul Sharon n'est pas intéressé ». Il savait pourtant l'extrême fragilité de cette initiative, après la longue agonie des accords d'Oslo. Parce que le premier ministre israélien l'a vidée de son contenu en posant d'in vraisemblables conditions à son application. Parce que, surtout, le parrain américain n'a cessé d'encourager les faits accomplis du gouvernement israélien, de la multiplication des colonies, à la construction du mur de séparation. Le président palestinien ne changeait toutefois pas de cap : « Il faut que le quartet exerce sur Sharon une grande pression pour l'amener à remplir son engagement d'accepter la création d'un Etat palestinien. Et si les Américains ne le font pas, c'est à l'Europe de le faire ». Cette Europe dans laquelle le rais plaçait tant d'espoirs et qui l'a si souvent déçu.

Il n'empêche. Envers et contre tout, dans les pires épreuves, il savait depuis la signature de la « paix des braves » avec Ytzhak Rabin en 1993 que la reconnaissance des droits des Palestiniens passerait par une solution négociée avec Israël. Mais il savait aussi que pour aller de l'avant il avait besoin de tous les appuis possibles. Celui des forces de paix en Israël, en Europe, dans le monde. Celui des gouvernements conscients des risques liés au pourrissement de la situation dans une zone à hauts risques. C'est précisément pourquoi les faucons israéliens n'ont eu de cesse de diaboliser le leader historique de l'OLP, de le prétendre infréquentable, allant jusqu'à le comparer à Ben Laden. Durant trois ans, ils l'ont condamné à l'enfermement pour paralyser son action. Avec l'appui de George Bush, Sharon et ses amis ont répété que l'élimination d'Arafat était une des conditions principales du retour à la paix. Sans résultat autre que de renforcer son image aux yeux de

International



Cinq Cubains, prisonniers politiques... aux USA

Depuis plus de quarante ans, les Etats-Unis imposent à Cuba un lourd blocus économique. Mais saviez-vous que, pendant tout ce temps, les Etats-Unis, champions auto-déclarés de la « guerre contre le terrorisme », ont ourdi ou financé des attentats contre la révolution cubaine ? Ce sont les organisations terroristes anti-cubaines de Miami qui se chargent de ce sale boulot. A Cuba, de ce fait, quelque 3.500 personnes ont perdu la vie. L'attentat le plus spectaculaire fut sans doute celui perpétré contre un avion de ligne cubain, en 1976. Tous les passagers et l'équipage perdirent la vie. Aujourd'hui, l'un des organisateurs de cet attentat, Orlando Bosch, circule librement à Miami, grâce à la grâce présidentielle de George Bush père.

Cuba essaie de se protéger contre ces attaques. Au péril de leur vie, de jeunes Cubains se hasardent dans le repaire de la bête afin d'empêcher les attentats meurtriers contre leur peuple. Ainsi, dans le courant des années '90, René González, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramon Labañino et Gerardo Hernández se « réfugient » en Floride. Ils y infiltrèrent les organisations terroristes anti-cubaines.

Grâce à leurs activités, plus de cent attentats terroristes peuvent être déjoués à temps. Les autorités cubaines font parvenir au FBI un dossier détaillé concernant les activités terroristes de la mafia américano-cubaine de Miami, sur base des renseignements collectés par les cinq Cubains.

Le 12 septembre 1998, le FBI n'arrête pas les terroristes, mais bien les cinq Cubains. Ils sont immédiatement incarcérés dans des cellules d'isolement, sans pouvoir communiquer avec leurs avocats ou leurs familles. Cet isolement durera 17 mois, ce qui rend leur défense extrêmement compliquée.

A l'origine, les cinq Cubains sont accusés de comploter à des fins d'espionnage. La formulation « comploter à des fins... » est une caractéristique essentielle des accusations politiques. Dans ce cas, ce ne sont pas les faits, qu'il convient de prouver, mais seulement les « intentions » des accusés de commettre ces faits.

En mai 1999, le ministère public ajoute une accusation supplémentaire contre l'un des cinq, Gerardo Hernández : complot avec incitation au meurtre. Hernández se voit refiler la culpabilité de la destruction en vol, par les forces aériennes cubaines, de deux petits avions de la mafia anti-cubaine, le 24 février 1996. Les pilotes n'avaient pas donné suite aux injonctions répétées, tant des Etats-Unis que de Cuba, de ne pas violer l'espace aérien cubain. Par ailleurs, il n'y a aucun lien démontrable entre Hernández et la destruction en vol des appareils.

Le procès contre les cinq se déroule à Miami, où la vie publique est dominée par la mafia américano-cubaine, fanatiquement anti-castriste. Il est impossible d'éviter que les membres du jury ne soient mis sous pression. Les cinq seront condamnés sans aucune preuve ni témoignage concret. La défense prouve qu'à aucun moment, les cinq n'ont cherché ou reçu des informations délicates en rapport avec la sécurité nationale des Etats-Unis. Des témoignages émanant de personnes haut placées du FBI et du Commandement Sud de l'armée des Etats-Unis le confirment. Le procès dure plus de sept mois, ce qui en fait le plus long procès de toute l'histoire des Etats-Unis. Après une brève délibération et sans poser la moindre question supplémentaire, le jury déclare les cinq hommes coupables sur toute la ligne. Les cinq sont condamnés à un total de 4 fois la perpétuité plus 77 ans. En outre, les cinq continuent à être victimes d'injustices sur le plan humanitaire. Les épouses de deux d'entre eux n'ont jusqu'à maintenant pas reçu de visa de visite. Il s'agit ici d'une violation d'un droit élémentaire accordé à tout prisonnier par les Conventions de Genève : le droit aux visites familiales.

Depuis le 10 mars 2004, le procès a repris en appel. La session est présidée par trois juges de la cour d'appel d'Atlanta. Des observateurs internationaux venus d'Europe, d'Amérique latine et des Etats-Unis sont présents. La décision des juges peut encore se faire attendre durant des mois. Le résultat du procès est difficile à prévoir. Une chose est certaine, c'est que l'opinion publique va y jouer un rôle déterminant, comme ce fut le cas dans l'affaire du petit Elián.

Katrien Demuyck

Plus d'infos sur: www.cubanismo.net - www.granma.cu - www.radiohc.cu

BREVES

La gauche moderne, version allemande

Après la France, c'est l'Allemagne qui va très probablement supprimer un jour férié. Et le gouvernement allemand ne parle même pas de mesure de solidarité comme ce fut le cas dans l'Hexagone, mais simplement de volonté de « booster » la croissance. La fête nationale, jusqu'ici célébrée à la date anniversaire de la réunification, le 3 octobre, va en effet être transférée au premier dimanche du mois d'octobre. Ce jour férié a sans doute été choisi par le gouvernement fédéral allemand car c'est le seul (avec le 1^{er} mai qui risque malheureusement d'être prochainement remis en cause également étant donné la logique enclenchée) qu'il peut supprimer seul sans droit de regard du Bundesrat, la deuxième chambre du parlement. On savait que Schröder était un vrai « homme de gauche », il semble être aussi un grand démocrate !

Et pendant ce temps....

Le nombre de chômeurs en Allemagne a augmenté en octobre pour le neuvième mois consécutif (12.000 de plus par rapport au mois de septembre), passant la barre des 4,45 millions de personnes.

En conclusion

Après les mesures d'augmentation du temps de travail, la suppression d'un jour férié n'aura pour conséquence que de faire croître davantage encore les chiffres du chômage en Allemagne. Par contre, cette mesure devrait en effet avoir un effet de « booster » ... sur les bénéficiaires des patrons allemands.

La "victoire orangiste" proclamée dans l'euphorie il y a quelques jours semble devoir être réévaluée : les dirigeants des deux camps ont passé un compromis et semblent vouloir éviter l'affrontement. Non sans grincements parmi les "orangistes" partisans d'aller jusqu'au bout, telle "la pasionaria" Iulia Timochenko, "princesse du gaz" au fort tempérament.

Le Parlement ukrainien a donc adopté, ce 8 décembre, la réforme constitutionnelle voulue par le président Léonid Koutchma, rejetée de longue date par Madeleine Albright, la principale inspiratrice américaine de la "révolution orange". Une réforme encore qualifiée la veille, d'"indigeste" par "Le Monde" de Paris. Or, le leader orangiste, Viktor Iouchtchenko, l'a acceptée, en échange du départ, comme premier ministre, de son rival aux présidentielles, Viktor Ianoukovitch, qui se trouve ainsi un peu plus "lâché", sous la pression internationale. Une garantie de plus que le chef de "Notre Ukraine" pourra conquérir le pouvoir lors du troisième tour des présidentielles le 26 décembre. En substance, la réforme limite les pouvoirs du président, l'Ukraine passe d'une république présidentielle à une république parlementaire. Une telle perspective devrait réjouir les "partisans de la démocratie". L'ennui, c'est qu'elle assure des possibilités plus étendues aux députés, donc à une majorité représentant les régions de l'Est et du Sud, les adeptes de Ianoukovitch, sans oublier le Parti Communiste d'Ukraine, très marginalisé dans la crise actuelle où il ne soutient aucun des deux camps, mais qui forme toujours le premier groupe parlementaire.

1. Les forces extérieures : USA, Pologne, Union Européenne

Du côté des Etats-Unis, hormis le but premier qui est d'affaiblir, voire de "refouler" la Russie, plusieurs projets sont en lice. Celui de Zbigniew Brzezinski est le plus cohérent, radical, visionnaire. Madeleine Albright mène le jeu non moins radical "sur le terrain" (Vaclav Havel n'est pas loin). Condolezza Rice s'est rapprochée des vues radicales concernant Poutine. Mais l'adminis-

tration Bush et Colin Powell sont prudents, les néo-conservateurs donnent la priorité au Proche-Orient, même s'ils sont également "russophobes" et impliqués dans la déstabilisation en ex-URSS.

Les rapports avec Moscou ne doivent pas être trop dégradés, on a encore besoin de Poutine dans la "lutte contre le terrorisme". Le lâchage des séparatistes tchéchènes le montre : les Etats-Unis et la Grande-Bretagne leur accordent des facilités et des tribunes mais ne suivent pas les conseils de "Zbig", président du Comité pour la Paix en Tchétchénie (USA), du moins pas pour l'instant. Leurs stratèges savent parfaitement qu'une "victoire de l'Ouest contre l'Est" entraînerait la scission de l'Ukraine à court ou moyen terme. On devrait donc s'arrêter, dans la manœuvre, aux "limites du possible", en évitant la cassure. A moins que ce ne soit le but recherché : un état de plus à "faire exploser". But affiché par certains stratèges (Brzezinski veut faire éclater la Russie, l'Azerbaïdjan et l'Iran). Sauf surprise, ce n'est pas l'option actuelle des Etats-Unis.

Mais quel intérêt y trouverait l'Union Européenne, qui se charge de la "sous-traitance" de la crise à ses frontières ?

Le politologue russe Vladimir Simonov retient l'hypothèse d'une "opération américaine dirigée contre l'Europe" et consistant à rattacher, en tout ou en partie, l'Ukraine à la Pologne. Un projet de Zbig, dont le compagnon de lutte, Andrian Korotnicki, directeur de "Freedom House" (CIA), anime le mouvement "Pora" qui encadre la révolution orange.

"En 1993 - raconte un militant "orange" ukrainien, Mykhajlo Horyn', j'ai rencontré un éminent politologue américain, d'origine polonaise, Zbigniew Brzezinski. Il avait alors émis l'idée que l'Ukraine allait vivre un sérieux processus de migration et qu'il était très possible que dans quelques années, il ne reste plus en Ukraine que 25 millions d'habitants" (Il y en a actuellement 48 millions, contre 52 en 1990). Le jeu de la Pologne, ancienne puissance dominante et colonisatrice de l'Ukraine (14^{ème} - 17^{ème} s) est l'une des énigmes de la crise.

L'UE joue-t-elle cependant un rôle modérateur, via les médiations

Ukraine : L'heure du compromis ?

de Javier Solana ? Son appui au récent compromis semble aller dans ce sens. Confrontée à une crise majeure et de longue haleine, quel rôle jouera-t-elle ? Incapable d'offrir aux Ukrainiens une perspective d'adhésion à court terme - ce que contredisent les promesses de Madeleine Albright, véritable leader américaine de la campagne "orange" -, Bruxelles devrait au moins inventer un régime préférentiel de nature à ne pas trop décevoir ses amis de Kiev. L'UE a par ailleurs intérêt à entretenir de bons rapports avec la Russie et les firmes russes et ukrainiennes qui assurent à l'Europe ses fournitures de gaz naturel.

2. Les forces internes

Le pouvoir en place sort globalement perdant de l'épreuve politique. Mais il conserve, avec la Russie, les principaux leviers économiques. Le compromis désamorce cependant les velléités séparatistes à l'Est et au Sud, de même que le radicalisme nationaliste à l'Ouest. Moralement, la "révolution orange" reste triomphante, ayant réussi à mobiliser une partie de la jeunesse, alors que ses adversaires des régions industrielles et russophones de l'Est se sont repliés sur des attitudes attentistes, défensives, voire effrayées par l'ampleur des moyens mis en œuvre à leur encontre par la "communauté internationale" euro-atlantique. L'humiliation est probablement d'autant plus durement ressentie que ces gens veulent aussi se rapprocher de l'Europe, "ensemble" et non pas "contre" la Russie.

Sur le mouvement orangiste, il faut se garder des impressions produites par les images en boucle des télévisions, des semaines durant, dont les caméras étaient dûment braquées sur la seule "Place de l'Indépendance" à Kiev. L'image donne quelques informations sur l'état d'esprit - enthousiaste - et les origines sociales des manifestants : il s'agit, en général, d'une foule bien habillée, urbaine, très peu représentative de l'Ukraine profonde des usines et des villages. Il faut savoir que, depuis la fin de l'ère soviétique, les loyers et le prix du

mètre carré au centre de Kiev en ont chassé les populations peu fortunées, la physionomie sociale de la ville s'est modifiée. Les salaires moyens à Kiev sont trois fois plus élevés que la moyenne nationale. C'est également dans la capitale que sont concentrées la plupart des institutions bancaires et des firmes étrangères. On se souviendra que c'est dans les milieux des affaires et des firmes étrangères que Boris Eltsine, lors du putsch de 1991, avait recruté les cadres actifs de sa "défense du Parlement" (le même qu'il fit bombarder en 1993).

En Ukraine, on sait très peu ce qui se passe dans l'Est et dans les provinces. Même s'il y a eu à certains moments 100 ou 200.000 manifestants à Kiev, en partie grâce à la logistique de "Pora" et d'autres ONG financées par les Etats-Unis, on ne peut pas parler de "lame de fond" de la société ukrainienne. Même si le "ras-le-bol" envers les méthodes mafieuses du monde politique et financier est très large, et utilement capté par le mouvement orange, on ne peut parler ni de "révolution" (ce n'est qu'une métaphore), ni même d'une opposition durable et structurée, encore moins homogène.

Selon un expert ukrainien de tendance "orangiste", la "société civile" ne rassemblerait que 8 % des Ukrainiens. Le mouvement est très disparate, volatil, "post-moderne". Comme celui qui a "soulevé" la Géorgie. Après avoir élu à 97 % le président Saakachvili, comment se porte "la démocratie géorgienne", la "société civile" qu'on a cru voir dans les rues ?

L'extrême droite fasciste et antisémite qui soutient les orangistes (bien que Iouchtchenko se soit distancé des nostalgiques de la SS) accepterait mal la division du pays et un "retour des Polonais". Les slogans contre les "Moskali-Kike" (Moscovites juifs) et les graffitis de svastikas ont d'ailleurs fleuri à Lviv (Lvov) ces derniers mois. La synagogue de Kiev a été attaquée par des manifestants, ce fait ignoré dans notre presse est mentionné par le site des organisations juives en Ukraine, lesquelles ont décidé de

fermer leurs locaux pendant une semaine dans toute l'Ukraine.

Des faits isolés mais qui doivent inquiéter. Une Ukraine déstabilisée ne tarderait à voir ressurgir les monstres d'antan. Du temps où les peuples slaves, excités par l'Allemagne nazie les uns contre les autres (Rosenberg avait promis un état indépendant sous protectorat nazi à Stepan Bandera, chef de l'OUN) étaient globalement qualifiés d'"Untermenschen" et exterminés en même temps que les juifs. L'opposition systématique entre "anti-Russes" et "pro-Russes" de ces derniers temps - une pure fabrication politique et médiatique - va dans le même sens.

Qu'y peuvent gagner les Ukrainiens, qui ont fait preuve, depuis la dislocation de l'URSS, de peu de réceptivité aux slogans nationalistes et xénophobes, malgré tous les efforts déployés pour les y entraîner ? Il semble bien qu'en dehors de quelques ultras, les responsables des deux "camps" aient cherché à éviter la dérive. On sait que l'assaut du palais présidentiel, lancé par Iulia Timochenko, a été stoppé par l'ancien ministre de la défense, très orangiste, le général Martchouk. Un bain de sang a été évité de justesse.

3. Les deux Ukraines

A moins de choisir l'aventure, l'éclatement du pays, un compromis est inévitable. Il sera nécessairement fragile et peu durable. Un premier pas dans ce sens est la réforme constitutionnelle votée par le Parlement en vue de réduire les pouvoirs présidentiels. Ainsi, Viktor Iouchtchenko, président, devrait tenir compte d'un parlement où les intérêts de "l'autre Ukraine" seraient bien représentés. Ce ne serait pas l'orangisme "total" que souhaitent les ultras du mouvement. Les sponsors américains semblent même avoir été rappelés à la modération par le Secrétaire d'état Colin Powell. Washington a laissé la bride, testé les possibilités de modifier le rapport de forces en Ukraine, mais ne tient vraisemblablement pas à une nouvelle crise internationale alors que les Etats-Unis s'empêchent en Irak.

La fracture entre les deux Ukraines, latente mais aucunement dramatique jusqu'au coup de force "orange", est désormais irréversible. Les animateurs extérieurs de la

confrontation l'ont délibérément encouragée avant d'en rejeter la faute sur les régions de l'Est et du Sud qui, forcément, n'accepteraient pas la "dictature" orangiste de l'Ouest.

La solution fédérale reviendra probablement à l'ordre du jour, que cela plaise ou non aux dogmatiques de l'Ukraine unitaire. Ce serait la seule manière de neutraliser les tendances séparatistes. L'Ukraine pourrait s'inspirer, toutes proportions gardées, du "modèle belge" séparant la gestion des problèmes nationaux, régionaux et communautaires. L'opposition devra renoncer au refus d'accorder le statut de "deuxième langue officielle" au russe, parlé par la moitié des Ukrainiens, en tout cas à l'Est, au Sud et à Kiev. L'alternative radicale est l'"ukrainisation forcée" que préconisent les nationalistes et qu'ils mettent en pratique à Lviv, où les vexations à l'égard des russophones et les déprédations (graffitis de croix gammées) du Centre Culturel Russe se sont multipliées ces derniers mois.

De ce point de vue, l'Est et le Sud, plus soviétisés, sont plus "internationalistes" en raison même de brassages de populations de longue date et de l'éducation soviétique à "l'amitié des peuples". Cela doit être rappelé, au risque de faire "politiquement peu correct". La dislocation de l'URSS, avec l'érection de frontières intérieures, la poussée des nationalismes et des prosélytismes religieux, la rage "identitaire", n'a fait que semer la zizanie. Entre l'Est de l'Ukraine et la Russie, la "frontière" est encore largement inexistante ou très poreuse, de part et d'autre vivent des populations mixtes qui n'ont, entre elles, que les "problèmes" qu'on leur invente. Or, les nationalistes ukrainiens veulent recenser les "vrais Ukrainiens" habitant de l'autre côté de la frontière pour les défendre en tant que "minorité". De leur côté, les nationalistes russes entendent bien défendre les russophones d'Ukraine contre l'"ukrainisation forcée". Et en avant le scénario yougoslave !

Quel est ici le choix "européen et civilisé" ? Attiser ces hostilités, ou les combattre à l'heure où les difficultés économiques exacerbent les tensions ? Conclusion très provisoire : la meilleure garantie contre les

(Suite page 12)